

Contribution du PCRF pour le 70ème anniversaire de la disparition du dernier dirigeant du Parti Communiste d'Union Soviétique non révisionniste : le camarade Staline

5 mars 2023

La personnalité de Staline est une des personnalités marquantes du mouvement ouvrier révolutionnaire. Son importance est liée au fait que son nom est indissociablement lié à la construction du socialisme vers le communisme, aux succès extraordinaires de la classe ouvrière soviétique qui lui est liée, et à l'organisation de la victoire contre le fascisme.

La bourgeoisie internationale ne s'y trompe pas, elle qui mène une campagne permanente de calomnies et de mobilisation de l'opinion publique pour tenter de salir sa mémoire et d'éloigner la classe ouvrière et les masses populaires de son œuvre. Chaque communiste doit en être convaincu : la forme la plus élaborée de l'anticommunisme aujourd'hui, c'est l'anti-stalinisme ! La résolution du 19 septembre 2019 adoptée par le Parlement Européen est de ce point de vue significative. Sans s'attaquer à cette campagne permanente et insidieuse en rétablissant la vérité, le mouvement communiste ne pourra reconquérir les masses et reprendre la direction de la classe ouvrière pour affronter la contre-révolution.

Pourquoi ? Parce que le succès de la politique d'édification du socialisme conduite par Staline a, pour la première fois dans l'histoire, fait passer le rêve des couches opprimées et exploitées d'un monde meilleur, débarrassé de l'exploitation de l'homme par l'homme, à la mise en place de sa réalisation concrète. Nous renvoyons vers notre prochaine brochure sur les « succès du socialisme en URSS » en cours de parution sur notre site et à commander ou aux 3 épisodes de notre journal Intervention Communiste à l'occasion des 100 ans de la création de l'URSS. Alors que le monde capitaliste était frappé par la crise de 1929, l'URSS était épargnée, démontrant pratiquement que la crise ne la concernait plus. La reconstruction économique et technique, la construction d'une base industrielle lourde, point d'appui pour le développement économique et militaire du pays, permirent en quelques années de promouvoir l'URSS à la troisième place mondiale. Mais surtout, ce qui impressionna le monde de l'époque, c'est la participation des travailleurs à la réalisation des deux premiers plans quinquennaux. Tout le monde connaît le nom du mineur Stakhanov, et du mouvement qu'il engendra, qui symbolise cette participation et un morceau d'une grande révolution scientifique et culturelle dans tous les domaines. De la même manière, la collectivisation des terres, le passage d'une agriculture de petites exploitations à une grande agriculture moderne, largement mécanisée. Et il est incontestable que le nom de Staline est indissociable de cette période. Par conséquent, les attaques menées contre la politique de Staline visent à nier les succès du peuple soviétique et à faire douter la classe ouvrière de sa capacité à exercer sa dictature pour diriger la société. Il s'agit aussi, pour la bourgeoisie et pour les courants révisionnistes et opportunistes, de déconsidérer l'apport théorique de Staline dans le domaine de l'édification économique socialiste. Car, comme l'avait relevé Lénine, « pas de mouvement révolutionnaire sans théorie révolutionnaire ». Et Staline a été pour une large part celui qui a théorisé du point de vue marxiste-léniniste cet extraordinaire mouvement révolutionnaire qu'a été la mise en place des premiers plans quinquennaux ! Staline est le marxiste de l'époque de la construction du socialisme-communisme. Il a ainsi pu découvrir de nouveaux développements de la théorie marxiste-léniniste que ne pouvaient appréhender encore complètement Marx et Lénine. Il est le praticien et le théoricien de la construction du socialisme.

Il a concrétisé et théorisé le caractère international de toute révolution socialiste, l'État socialiste servant de base arrière pour soutenir le processus de révolution mondiale. C'est une partie de la permanence de la révolution opposée à la révolution permanente des trotskystes dogmatiques par nature. Il contribua au seul programme de Révolution mondiale jamais écrits (programme de l'Internationale Communiste (IIIème) élaboré en 1935). Le camp des pays s'orientant vers le socialisme atteindra un tiers de l'humanité à sa mort. Le camarade Staline a également théorisé dans cette période une nouvelle forme de dictature du prolétariat : la démocratie populaire, c'est-à-dire la troisième forme de dictature du prolétariat de l'histoire (avec la Commune de Paris et les soviets).

Avec le PCbUS il a mis en œuvre les alliances de classes sous la direction de la classe ouvrière, en œuvrant à la participation la plus large des masses populaires à l'édification du socialisme.

Tout au long de la période de transition au communisme, la lutte de classes dans le pays se poursuit sous des formes renouvelées désormais grâce à l'appui du haut, c'est-à-dire, du pouvoir révolutionnaire. C'est là une question décisive. L'opportunisme après la liquidation des classes exploiteuses dans les années 30 (et du salariat), a tiré des théories erronées dès le XXème Congrès du PCUS sous la direction de Khrouchtchev sur « la victoire définitive du socialisme en URSS et la fin de la lutte de classes interne », allant jusqu'à juger que la dictature du prolétariat avait fait son temps. On en connaît les conséquences, puisque l'Union soviétique va entrer dans un processus de régression, de développement de la loi de la valeur, de reconstitution de la bourgeoisie sous le socialisme révisé puis de restauration capitaliste (des épisodes dans notre journal Intervention Communiste sont prévus sur ce sujet). Staline a pu confirmer et découvrir les traits généraux incontournables à la construction du socialisme, des lois universelles au socialisme. Le camarade a identifié une nouvelle loi économique qui apparaît à la phase socialiste de la transition au communisme : « Assurer au maximum les besoins matériels et culturels sans cesse croissants de la société, en développant et perfectionnant sans cesse la production sur la base d'une technique supérieure ». (J.V. Staline. « Les Problèmes économiques du socialisme en URSS ».).

Nous avons là, les moyens et la finalité du mode de production en transition vers le communisme. Le plan quinquennal a été l'instrument du « développement harmonieux et proportionné » de l'économie nationale. Ces deux termes étaient importants. La loi économique fondamentale du socialisme a pu s'exercer parce qu'elle est née et s'est enrichie de la loi de correspondance, découverte par Marx entre les forces productives et les rapports de production socialistes. Correspondance toutefois relative malgré l'élan donné par la propriété sociale des moyens de production et d'échange. « Relative », car cette loi pour s'exercer pleinement nécessite que les organismes dirigeants du Parti et de l'État conduisent une politique juste, s'appuyant sur une analyse matérialiste scientifique, l'analyse des classes et de la continuité de la lutte de classe sous le socialisme. Politique juste qui doit transformer ou du moins faire évoluer les rapports de production qui tendent à retarder sur le développement des forces productives. Le socialisme doit se transformer sans cesse afin de préparer la transition au communisme. C'est la raison pour laquelle, par exemple, Staline et les travaux du 19^{ème} congrès du PCUS appelaient à élever progressivement la propriété de groupe kolkhozienne en propriété d'État (du type sovkhoze). Rien n'est plus étranger au socialisme que la régression vers les catégories marchandes renforcées et le renforcement de la propriété de groupe (sous Khrouchtchev) ou le concept de l'époque de Brejnev de « socialisme développé » (déconnecté de la transition au communisme) qui fige l'incessant mouvement afin que les rapports de production devenus caducs sous certains aspects, ne freinent pas la marche en avant. L'aiguïsement de la lutte des classes est finalement continué et renforcé dans la phase socialiste. Le marxisme fut donc enrichi par cette découverte concrète de cet aiguïsement dès les années 30 avec le sujet de la sortie de la NEP et la théorisation par le camarade Staline que même sous le socialisme, où les classes n'existent plus dans le pays, les contradictions peuvent devenir antagoniques (et mettre fin au socialisme) si la direction ne parvient pas à développer ou sape les bases de la socialisation (en favorisant par exemple la loi de la valeur). Certains théoriciens « maoïstes » prétendent que Staline n'a pas su mener la lutte de classe après la liquidation des classes exploiteuses. Ce n'est pas l'opinion du PCR. En 1936, Staline parle de la « victoire du socialisme en URSS », de la liquidation des antagonismes de classe. Position matérialiste, puisque la base sociale de l'antagonisme capital/travail a été liquidée en URSS, avec la

fin de toute propriété capitaliste. Une classe se définit non par des critères idéologiques ou subjectifs mais par sa place dans les rapports de production.

Staline montre que la bourgeoisie n'existe plus comme classe sociale, mais que demeurent les débris des classes exploiteuses renversées, la morale, la psychologie, l'idéologie bourgeoises. Ces débris de bourgeoisie ne sont pas isolés, la bureaucratie petite-bourgeoise, l'impérialisme, les anciens propriétaires fonciers, les mencheviks et contre-révolutionnaires sont ses soutiens. Dans le parti, cette réalité sociale va avoir son reflet, avec l'apparition de telle ou telle thèse opportuniste, défendue par tel ou tel communiste. Egalement il est parfois reproché au PCbUS et au camarade Staline la constitution de 1936 et le nouveau mode électoral par circonscription. Outre qu'il faille replacer cela dans le contexte de l'arrivée au pouvoir et de la montée du fascisme, on ne peut ignorer la Ejoynina et sa cause : la résistance bureaucratique victorieuse de cadres du Parti à des élections avec plusieurs candidats qui aurait donné un caractère démocratique plus radical au nouveau mode d'élections en URSS. Egalement nous pouvons débattre que la tactique du Front populaire et de Front uni international a pu, étant mal comprise et non liée dialectiquement à la lutte pour le socialisme, réactiver des opportunistes sur l'étapisme, la question de l'État et l'analyse de la social-démocratie. Le dernier ouvrage de Staline, *Les problèmes économiques du socialisme en URSS* est une base de principe pour réfléchir sur les grandes questions du développement économique du socialisme, sur la loi de la valeur, et éviter les tendances opportunistes et les risques révisionnistes. Les œuvres complètes de Staline (non traduites en français) sont vastes et complètes et ne se résume pas du tout à l'ouvrage (important) « la question nationale » comme veulent le faire croire les opportunistes et trotskystes, ouvrage qui ne représente même pas un centième de ses écrits.

Mais la bourgeoisie a compris que, pour parvenir à ses fins, il fallait démolir l'image de Staline comme vainqueur du nazisme. C'est une campagne qui a commencé en fait dès la fin de la Seconde Guerre mondiale. Un des éléments de celle-ci fut mené en collaboration avec la CIA par Hannah Arendt sur le thème du totalitarisme regroupant le fascisme et le communisme, et assimilant Hitler et Staline. Pour l'anecdote, rappelons que Mme Arendt fut aussi la très bonne amie du philosophe nazi Heidegger, et pas d'un communiste, et qu'elle maintint des relations amicales avec lui après la guerre, quand elle poursuivait son obsession anticommuniste ! Avec la victoire de la contre-révolution, la bourgeoisie estime que le moment est venu de porter le grand coup : condamner le communisme au nom des prétendus crimes de Staline, réhabiliter les forces fascistes dans les pays Baltes, en Pologne et en Europe centrale et orientale (Ukraine et Hongrie), justifier les mesures anticommunistes et leur extension : la résolution appelle à mettre fin à la présence des symboles communistes, et de ceux de l'URSS dans toute l'Union Européenne !

Nous voyons apparaître quelques historiens bourgeois dans les pays anglo-saxons qui s'opposent à la thèse du totalitarisme par honnêteté intellectuelle. Mais une chose est sûre, c'est que parmi ceux qui se réclament du communisme, la question de la défense de Staline pour son développement du marxisme et son orientation du PCbUS est un élément de clarification fondamentale entre les révolutionnaires et ceux qui sont en train de passer ou qui sont déjà passés dans le camp de la social-démocratie et de la bourgeoisie monopoliste. Nous le disons ainsi dans le livret d'accueil des adhérents :

« Parmi les plus grands dirigeants communistes, Marx, Engels, Lénine, Staline, le PCRf travaille à la réévaluation du camarade Staline dont l'apport sur le plan économique, politique, tactique et stratégique dans la Révolution et la construction du socialisme, égale les montagnes de mensonges déversées par la bourgeoisie sur le camarade, dans le but évident de salir tout espoir d'alternative véritable au capitalisme. L'ouverture de certaines archives et le travail (difficile) d'historiens communistes et non communistes nous aident dans cette tâche contre la criminalisation du communisme. Ce travail de vérité est double car il est aussi une ligne de démarcation avec tous les révisionnistes et opportunistes du marxisme ».

Levons bien haut le drapeau du léninisme. La bourgeoisie ne parviendra pas à ses fins !

Nous choisissons donc de partager un bout de la contribution de Staline au développement du communisme en France à travers trois entretiens de Staline avec des dirigeants du PCF.

La campagne permanente de criminalisation du communisme a ses racines dans plus de 60 ans d'anti-stalinisme. En France et dans la plupart des pays, l'historiographie bourgeoise et trotskyste a le monopole de l'édition à grand tirage. Leurs livres sont des cris de haine à l'encontre du socialisme. La campagne anti-stalinienne devenue hystérique de la part de la direction du PCF après la mort de Jacques Duclos, allait détruire pas à pas son identité révolutionnaire. Son « Histoire de l'URSS » (1979) reprenait les clichés et calomnies de Soljenitsyne, Khrouchtchev ... et de la CIA. Georges Marchais, alors secrétaire général du PCF (l'un des fondateurs de l'Eurocommunisme) dénonçait la « perversion monstrueuse du socialisme qu'a été le stalinisme ». Le PCRf à la suite de l'URCF est né de la lutte contre le révisionnisme du PCF et considère que le combat pour la réappropriation de notre histoire, de la théorie et de la pratique de Staline, est fondamental. Cela constitue un axe important de l'affrontement de classe avec le maccarthysme européen. A travers trois entretiens de la direction du PCF avec Staline, nous voyons « en direct » les grandes qualités de tacticien du dirigeant de l'URSS et du mouvement communiste international.

I/ Premier entretien (1926) : Intervention de J.V. Staline sur la question française à la séance du Comité exécutif de l'Internationale communiste (6 mars 1926).

La France impérialiste est sortie vainqueur de la boucherie de 1914-1918. Une vague de chauvinisme s'est emparée du pays. La collaboration de la social-démocratie et du syndicalisme réformiste avec le capital a été renforcée après la guerre. En 1914, le parti socialiste a sombré dans la trahison des intérêts du mouvement ouvrier et s'est rallié à « l'union sacrée » avec la bourgeoisie. Les éléments internationalistes du mouvement ouvrier étaient faibles et isolés, à peine une dizaine de militants organisés. Après la Révolution socialiste d'octobre, l'attrait est immense pour le pays de Lénine et l'œuvre des bolcheviks. Des actions exemplaires de solidarité eurent lieu avec le pays des Soviets : la première communiste Jeanne Labourbe, institutrice en Russie, les mutins de la Mer noire, apportèrent un soutien sans faille à la jeune République soviétique en s'opposant à l'intervention militaire de l'armée française. En décembre 1920, la majorité du parti socialiste se prononça pour l'adhésion à la 3ème Internationale communiste. Mais le chemin était difficile pour faire naître un Parti de type nouveau. Lénine en personne suivait la « question française » conscient des difficultés à faire émerger un véritable parti communiste dans des pays où les traditions réformistes sont enracinées solidement : « *La transformation d'un parti européen de type ancien, parlementaire, réformiste dans les faits et à peine teinté de couleur révolutionnaire, en parti de type nouveau, réellement révolutionnaire et réellement communiste, est une chose extrêmement ardue. L'exemple de la France est sans doute celui qui montre le plus nettement cette difficulté* ». (Lénine, « Note d'un publiciste » - Œuvres complètes - tome 33 – pages 210-211). Cependant, l'Internationale communiste et Lénine gardaient confiance dans le prolétariat français : « *Il n'est pas possible que la classe ouvrière révolutionnaire en France avec ses splendides traditions révolutionnaires, sa haute culture, son esprit de sacrifice, son magnifique tempérament combatif ne crée pas un puissant Parti communiste* ». Mais Lénine avertissait : « *L'œuvre de corruption y a été plus achevée qu'ailleurs* ». 2 Georges Cogniot, ancien dirigeant du PCF écrivit : « *C'est tout ce passé qui compliquait la formation d'un authentique parti communiste en France* ». (G. Cogniot, Présence de Lénine – Éditions sociales 1970). C'est dans ce contexte que se déroule l'entretien de Staline en 1926 avec un PCF de fait encore « socialiste de gauche », selon la juste analyse du dirigeant français Pierre Sémard. Cette intervention va s'articuler autour de trois thèmes : la crise montante du capitalisme, la formation d'un noyau dirigeant léniniste, les rapports communisme/syndicalisme.

1/ La crise

Staline s'étonne des positions prises par la délégation française, selon lesquelles « *la situation en France est plus ou moins étale... il existe certaines difficultés, mais il est peu probable que cela conduise à une crise* ». Staline appelle à voir ce qui se manifeste en profondeur derrière les apparences : « *Cette crise présente un caractère particulier, car il n'y a pas de chômage en France. La crise est modérée par le fait que la France est alimentée aujourd'hui par l'or venant d'Allemagne. Mais ces phénomènes sont provisoires, primo, parce que cet or ne suffira pas à la France pour boucher les trous intérieurs et pour payer les dettes à l'Angleterre et à l'Amérique, secundo, parce que le chômage n'épargnera pas la France* ». (Cahiers du communisme – avril 1950 – page 61). Et

Staline d'inviter à ne pas se cantonner à l'état du moment, mais à voir les implications économiques liées aux contradictions internes du capitalisme en France. « *Lorsque la monnaie sera stabilisée et que les règlements des dettes internationales produiront leur effet, la France n'évitera pas la concentration industrielle et le chômage* ». (ibid.- Page 61) De plus, Staline appelle à prendre appui sur les contradictions politiques dans l'appareil d'État. « *Le symptôme le plus sûr de la marche de la France vers la crise est le désarroi qui règne dans les milieux dirigeants de la France, le jeu de saute-mouton ministériel auquel on assiste en France* ». Ensuite, le secrétaire général du PC(b)US invite à ne pas oublier la dialectique et l'avancée par bonds contre les tendances à l'évolutionnisme réformiste vulgaire qui voit la crise comme l'accumulation successive de difficultés. « *On ne doit jamais représenter le développement de la crise comme une ligne ascendante d'effondrement d'intensité croissante. Il n'y a jamais de crise de ce genre. La crise révolutionnaire se développe en zigzag, un léger effondrement puis une amélioration de la situation, puis un effondrement plus sérieux, ensuite un certain essor. L'existence de zigzags ne doit pas donner à penser que les affaires de la bourgeoisie s'améliorent* ».

2/ La formation d'un groupe dirigeant

Une sous-estimation de la crise conduisait à l'adoption d'une tactique erronée avec un caractère opportuniste. « *L'esprit de quiétude est dangereux dans cette situation. Il est dangereux car la crise peut arriver plus rapidement qu'on ne le pense et les camarades français peuvent être pris au dépourvu. Or, un parti pris au dépourvu ne peut diriger les événements* ». Staline propose alors les axes suivants : « *Je pense que le PCF doit s'orienter en tenant compte d'un renforcement progressif de la crise révolutionnaire. Le PCF doit organiser l'agitation et la propagande de façon à préparer les esprits et les cœurs des ouvriers à cette crise* ». (Ib. – page 61). Or, le PCF était mal préparé à cette tâche. Sa division en tendances, les luttes incessantes entre elles, les survivances sociales-démocrates dans tous les domaines, empêchaient le déploiement d'une authentique politique communiste. Il manquait un noyau dirigeant marxiste-léniniste capable d'orienter le Parti dans les situations les plus diverses et mouvantes. Un groupe apte à combattre les déviations opportunistes. Staline : « *La deuxième question est le danger croissant de droite à l'intérieur du parti. Je considère qu'il existe déjà aussi bien à côté du PCF qu'au sein du Parti un groupe assez important d'hommes de droite avec à leur tête des gens exclus du parti et d'autres qui ne le sont pas, qui va harceler sans cesse le Parti communiste* ». « *Des groupements de droite font leur besogne en cachette (...) et mènent une attaque directe contre l'aile révolutionnaire du parti communiste* ». La montée de la crise réactive l'opposition des courants droitiers ; le PCF doit être capable d'organiser la riposte : « *Dans une période de renforcement de la crise, les éléments de droite relèvent toujours la tête parce qu'ils ont peur de la crise révolutionnaire et qu'ils sont prêts à tout pour tirer le parti en arrière* ». Staline estime que, dans un parti encore de type social-démocrate où existe une aile révolutionnaire communiste, il faut que les éléments de ce courant prennent la tête du Parti. « *La lutte contre les éléments de droite est liée sur ce point à une autre question : celle du bureau politique du PCF. Il est tout à fait exact que le Parti ne peut mener la lutte ni contre le groupe de droite ni contre le groupe « ultragauche », s'il n'y a pas dans le groupe dirigeant du Parti une majorité compacte* ». « *J'estime qu'un tel groupe doit se former (...) ou se formera à bref délai autour de camarades tels que Sémard, Thorez, Monmousseau, Crémet* ». Staline apporte une précision décisive, que nous, engagés dans la construction d'un parti communiste révolutionnaire, mesurons chaque jour : les racines matérielles de l'opportunisme en France, en raison de son caractère colonial et impérialiste, qui vont permettre la corruption de certains secteurs du mouvement ouvrier : « *Vous ne pouvez battre les éléments de droite, car ils deviennent plus nombreux et ont visiblement certaines racines dans la classe ouvrière de France, si vous n'unissez pas, au sein du groupe dirigeant, tous les communistes révolutionnaires prêts à se battre jusqu'au bout contre les éléments de droite* ». (Ibid. - page 63). Staline précise bien qu'il s'agit d'avis et de conseils, car le PC(b)US a voté une résolution en faveur de l'autonomie croissante des sections nationales de l'Internationale communiste. Enfin, il leur conseille « *de ne pas abuser, dans leur travail pratique, de la méthode de l'amputation, de la méthode des sanctions* ».

3/ La question syndicale

En France existaient trois centrales : la Centrale Générale du Travail (CGT) de Jouhaux (réformiste), la Confédération Générale du Travail Unitaire (de lutte de classe) et la CFTC (chrétienne). La CGTU

s'était renforcée (450 000 adhérents), mais n'évitait pas une certaine gesticulation verbale en appelant sans cesse à la grève générale, appels qui n'étaient pas suivis d'effets. La direction du PCF eut alors la tentation de renforcer sa « tutelle » sur les éléments communistes de la CGTU, y compris pour lancer des grèves à caractère politique. Staline, dans le droit fil des enseignements léninistes, fut amené à montrer toute l'importance du travail syndical dans les pays impérialistes. « *Il est tout à fait naturel que le camarade Monmousseau (dirigeant de la CGTU) veuille moins de tutelle de la part du Parti. C'est dans la nature des choses étant donné qu'il existe deux organisations parallèles (...) que certaines questions ne peuvent manquer parfois de se produire entre elles (...). Vous pourrez trouver dans les archives de notre Parti toute une série de résolutions invitant le Parti à les diriger et non à les tenir en tutelle* ». « *Je considère que le Parti est la forme supérieure d'organisation de la classe ouvrière et que c'est précisément, pour cette raison, qu'il faut être plus exigeant envers lui. C'est pourquoi les erreurs du Comité central doivent être liquidées en premier lieu afin que les rapports avec les syndicats se renforcent et s'affermissent... et que le camarade Monmousseau et les autres militants des syndicats puissent travailler dans le sens qui est indispensable du point de vue du Parti communiste* ». (Ib. – pages 64-65).

On sait que dans les premières années qui suivirent la Révolution d'octobre et la fondation de l'Internationale communiste, en période d'essor du mouvement révolutionnaire, les questions tactiques furent jugées, à tort, secondaires par certains jeunes partis communistes. Après la défaite des insurrections révolutionnaires (Allemagne, Hongrie...), Lénine et Staline estimaient que pour vaincre, la révolution prolétarienne devrait battre le social-démocratisme et conquérir la majorité du prolétariat organisé, donc dans les syndicats. Staline le rappelle avec force : « *Le Parti ne peut se développer plus avant, surtout dans les conditions qui existent en Occident, le Parti ne peut se consolider, s'il ne bénéficie pas de l'appui extrêmement sérieux que constituent les syndicaux et leurs dirigeants. Seul un Parti qui sait maintenir une large liaison avec les syndicats (...) et qui sait établir un véritable contact prolétarien avec eux, seul un tel Parti peut gagner la majorité de la classe ouvrière en Occident. Vous savez vous-mêmes que l'on ne peut compter sur la victoire si l'on n'a pas conquis la majorité (active) de la classe ouvrière* ». Les participants à cette réunion, dont beaucoup voyaient pour la première fois Staline, rencontrèrent un homme modeste sans pose ostentatoire. Plus encore, le caractère bien fondé des conseils de Staline se vérifia au cours de la bolchevisation qui élimina le courant droitier. Courant amené à renaître sous des formes nouvelles, car il a des racines matérielles profondes (l'impérialisme français) et doit être combattu en permanence. Les enseignements de Staline concernant les syndicats furent précieux. Ils permirent de dépasser et vaincre tant l'anarcho-syndicalisme que l'esprit bureaucratique de tutelle. Le mouvement syndical allait se réunifier sur des bases de classe et de masse en 1936 dans le cadre du Front Populaire. Enfin, comment ne pas voir les qualités politiques et organisationnelles de Staline quand les camarades cités pour diriger le PCF prouvèrent leurs capacités et permirent avec les dizaines de milliers de membres du PCF de le transformer en parti communiste de masse (c'est-à-dire lié aux masses).

II/ Entretien entre J.V. Staline et Maurice Thorez, Secrétaire général du PCF (17 novembre 1944). - Présents pour le PC(b)US : Staline, Molotov, Beria ; pour le PCF : Thorez.

Après la débâcle de l'armée française en 1940, la capitulation déboucha sur l'occupation de la France par l'impérialisme allemand. Pétain et Laval instaurèrent le fascisme et devinrent les champions de la collaboration avec le nazisme. Ce qui satisfaisait les vues et intérêts des monopolistes français, ardents promoteurs de cette alliance dans le droit fil du « Plutôt Hitler que le Front Populaire ». Le PCF clandestin depuis 1939 s'engagea le premier dans la Résistance antifasciste et dans la lutte armée contre l'occupant. Ses mérites sont inoubliables avec le martyre de 70 000 de ses militants, qui lui valut le surnom de « Parti des fusillés ». Toutefois, certains secteurs de la bourgeoisie et membres de l'appareil d'Etat de la III^{ème} République se rangèrent derrière le général De Gaulle en exil à Londres et qui avait dénoncé la capitulation. Ces courants bourgeois misaient sur l'impérialisme anglo-américain. Jean Monnet, capitaliste et conseiller de De Gaulle évoquait (avec l'accord du Général) la fusion de la Grande Bretagne et de la France après la guerre en un seul pays ! Dans ces conditions, le PCF ne put ou ne sut (c'est un autre débat) établir l'hégémonie de la classe ouvrière dans la lutte de libération nationale, tout en jouant le rôle décisif dans les combats quotidiens de la Résistance. En

1944, le débarquement anglo-américain, outre les combats pour affaiblir la bête fasciste et un concurrent impérialiste, avait pour objectif de faire jouer aux armées US et britannique un rôle d'alliés de classe de la bourgeoisie française contre le communisme. D'autant que les secteurs capitalistes qui avaient soutenu Pétain et le régime fasciste allemand commençaient à se rallier progressivement à De Gaulle. Le tortionnaire Papon, les partisans de Vichy, comme Mitterrand ou Pucheu, s'engagèrent même dans la Résistance. L'historiographie trotskyste parle de « révolution manquée » en 1944 puisque les communistes étaient organisés en francs-tireurs et partisans (FTP) et auraient dû prendre le pouvoir. C'est oublier au moins trois facteurs :

a/ Sans hégémonie révolutionnaire du prolétariat, le but de la Résistance se limitait à la libération du pays et aux transformations démocratiques nécessaires. Beaucoup de jeunes qui avaient rejoint le combat armé, l'avaient fait sur une base démocratique et patriotique plus que sur les objectifs stratégiques et révolutionnaires du Parti communiste.

b/ La guerre, en 1944, était loin d'être achevée. La France d'ailleurs n'était pas entièrement libérée, outre les troupes US, l'armée allemande occupait certaines régions du pays. L'URSS et son Armée rouge affrontaient la majorité écrasante des divisions allemandes. L'adoption d'une ligne aventuriste par les communistes français aurait conduit à briser l'alliance des « trois grands » (URSS, Etats-Unis, Grande-Bretagne). Le principe énoncé par Marx et défendu par Lénine de « subordination des intérêts du mouvement ouvrier et démocratique d'un pays aux intérêts généraux de ce mouvement » aurait été violé, en risquant de mettre en péril ou en difficultés supplémentaires, le premier Etat socialiste des ouvriers et paysans, le pays des Soviets (c'est aussi toute la différence avec aujourd'hui...la Chine n'est pas socialiste et n'a jamais atteint ce stade, quant à Cuba et la RPDC, ce sont de petits Etats orientés dans la construction du socialisme).

c/ Certains secteurs de l'impérialisme américain montraient beaucoup de réticences vis-à-vis de la politique de Roosevelt et défendaient une politique des « deux fers au feu ». Le général Patton, anticommuniste notoire, et peut-être des gens comme Truman, rêvaient d'un retournement d'alliances avec les opposants bourgeois de la Wehrmacht pour une « paix séparée », afin de poursuivre la guerre contre l'URSS sous la forme d'une croisade antibolchévique. Toute lutte ouverte contre les troupes américaines aurait servi de prétexte idéal à l'aile la plus réactionnaire des monopoles US, pour trahir les engagements pris devant l'Union Soviétique. Le devoir des communistes français, la priorité de l'heure était de faire tout ce qui était nécessaire pour écraser le fascisme hitlérien. C'est dans ce contexte que se déroule l'entretien entre Staline et Maurice Thorez, Secrétaire général du PCF. Dans sa déclaration liminaire, Thorez évoque la situation en ces termes : « *Les communistes ne sont pas maîtres de la France, alors qu'ils ont des ennemis et des amis. Comment faire pour rassembler les forces et ne pas permettre à la réaction de rassembler les siennes ?* » (Communisme n° 45-46 - page 23). Staline commence l'entretien en sollicitant l'avis de Thorez sur les divers dirigeants et partis politiques. Puis Staline souligne le danger d'isolement du PCF, qui va être conduit et entretenu par les gaullistes et les dirigeants du parti socialiste (SFIO). Staline trace les grandes lignes du rassemblement populaire nécessaire : « *Ce serait bien si le Parti avait des alliés. Le Parti doit (...) se mettre à chercher des alliés parmi les radicaux y compris parmi les groupes informels. Il faut se mettre à chercher des alliés parmi les socialistes (...), essayer de créer un bloc contre la réaction* ». Donc recherche d'alliances dans les partis de gauche et en leur sein avec les éléments les plus progressistes, sans tomber dans les illusions. Rappelons que dans le parti radical, parti de la petite et moyenne bourgeoisie, des hommes comme Edouard Herriot et Pierre Cot incarnaient l'amitié franco-soviétique. « *Nous connaissons très bien les socialistes, c'est l'aile gauche de la bourgeoisie. Maintenant le plus important pour nous est de créer ce bloc de gauche. Le PCF, fort comme il ne l'a jamais été, ne doit pas être l'unique force se prononçant contre la réaction* ». (Staline, Ib. - page 24) Staline définit la priorité : « *L'objectif du jour pour le Parti est l'établissement de liens étroits avec les unions professionnelles et avec la jeunesse* ». « *Les communistes doivent avoir en vue que De Gaulle sera incité à prendre des mesures contre eux, même s'il ne le veut pas lui-même, il y sera incité par les Anglais et les Américains qui veulent créer un gouvernement réactionnaire en France* ».

La question des forces armées

Dans les zones libérées par les troupes anglo-américaines, des exécutifs se mirent en place avec la renaissance de l'armée française et de la police. Dans les zones libérées par la Résistance communiste

et alliée, les FTP et la milice patriotique gardaient leurs Forces armées. Un équilibre instable entre les classes s'installa. La bourgeoisie n'était pas assez forte pour vaincre les communistes et ces derniers pas assez forts pour s'attaquer à la bourgeoisie et aux troupes anglo-américaines (plus de 400 000 hommes) qui étaient de plus les alliés certes instables et intéressés, mais alliés tout de même de l'URSS contre le fascisme hitlérien et japonais. Staline précise : « *Il faut tenir compte qu'il y a actuellement en France un gouvernement (dirigé par De Gaulle –Ndlr-) reconnu par les alliés. Dans ces conditions, il est difficile pour les communistes d'avoir des forces armées parallèles car il y a une armée régulière. On peut se demander dans quel but ils ont besoin de détachements armés parallèles. Tant qu'il n'y avait pas de gouvernement provisoire, d'arrière solide, alors l'existence de ces détachements avait un sens certain. Dans quel but existent maintenant ces détachements alors qu'il y a un gouvernement avec son armée ? Tels peuvent être les arguments des ennemis du communisme. Ces arguments peuvent convaincre les Français (...); c'est pourquoi il faut transformer les détachements armés en une autre organisation, en une organisation politique; quant aux armes, il faut les cacher* ». (Souligné par nous. Communisme n°45-46 – page 25). La plate-forme et les contours de classe de cette organisation nouvelle Staline propose de rassembler les partisans et leurs alliés en un Front de la Résistance. « *La situation actuelle est favorable à De Gaulle. La situation a changé, il faut opérer un tournant, le PCF n'est pas assez fort pour frapper le gouvernement à la tête. Il doit accumuler des forces et chercher des alliés. Il faut prendre des mesures, afin qu'en cas d'offensive de la réaction, les communistes puissent avoir une défense solide (les armes cachées – Ndlr-) et puissent dire que la réaction attaque non pas les communistes seulement, mais le peuple* ». Staline précise les buts du Front : « *Il faut une plateforme pour l'organisation politique : redressement de l'industrie, donner du travail aux chômeurs, la défense de la démocratie, punir ceux qui étouffent la démocratie* ». Créer un « Front de la reconstruction », et plus exactement (car la période a changé) ce que Staline nomme « *un mouvement pour la consolidation de la démocratie et la reconstruction de la France* » ; car les Anglo-américains veulent une France faible, dépendante, dont ils prendraient le contrôle, afin qu'elle soit simplement une base d'extension de leur marché. Rappelons que les Français souffrent de la faim et que le pays est totalement désorganisé et n'a quasiment plus d'activité productive. « *Ce mouvement, affirme Staline, se prononcerait et agirait pour « le rétablissement du pays. Sous ce drapeau, on rassemble les forces de gauche, les travailleurs, l'intelligentsia, les milieux culturels* » ; et les paysans, ajoutera Thorez. Staline répond affirmativement : « *Il faut les attirer vers ce mouvement* ». Après les précisions de Thorez sur le sabotage de la production par les trusts et les anglo-américains, Staline précise : « *L'un des objectifs du mouvement de masse pour la reconstruction de la France doit être la remise en marche des entreprises industrielles avant tout de l'industrie militaire* ». Afin de garantir l'indépendance contre la main mise anglo-américaine dont la domination découlerait de la misère et de la liquidation des bases de l'économie française. Il faut une armée nationale où les communistes aient leurs hommes, rappelle Staline. Une armée composée de Français, pas par les troupes coloniales car « *les Algériens ne sont pas des Français* ». Appel implicite à s'organiser dans l'après-guerre pour l'indépendance de l'Algérie. Ainsi selon Staline, l'armée française pourra participer à la fin de la guerre et contribuer à la victoire des alliés.

III/ Entretien Staline-Thorez (18 novembre 1947) - Présents : Staline, Molotov, Souslov, Erofeiev (traducteur) PC(b)US ; Thorez (PCF).

Le PCF a contribué, de 1945 à 47, sur la base de « l'équilibre instable » entre les classes, du nouveau rapport de force international (prestige de l'URSS, armée rouge en Europe de l'est) par sa présence au gouvernement de coalition et par l'œuvre des ministres communistes, à réaliser de grandes conquêtes sociales (Sécurité sociale, statut des fonctionnaires, des mineurs, échelle mobile des salaires, droits syndicaux nouveaux,) et démocratiques (vote des femmes, nationalisations, plan Langevin-Wallon sur l'école). La réaction a regroupé ses forces et lancé une offensive sous les ordres des Etats-Unis. Offensive qui va aboutir à chasser les communistes du gouvernement. Le PCF va mal interpréter ce tournant (opéré aussi en Italie, Belgique) et appeler à une solution simplement parlementaire et parler « d'un retour rapide au gouvernement ». En septembre 1947, se crée le Bureau d'information des Partis communistes et ouvriers (Kominform). La politique du PCF fut critiquée pour son opportunisme et son légalisme, sa propension à surestimer les formes parlementaires de

luttres et à limiter les alliances à leur seul débouché électoral, au détriment de la construction d'un mouvement de masse. De plus, les partis frères évoquèrent son retard à analyser le tournant pris par l'impérialisme américain. (Cf. le rapport de A.Jdanov). Un mois plus tard, Staline recevait Maurice Thorez au Kremlin. Fraternellement, il demande si les critiques n'ont pas trop heurté les communistes français. Thorez répond : « *Le PCF est reconnaissant d'avoir été mis en face de ses insuffisances. L'analyse faite se confirme parfaitement en France. En particulier l'immixtion des Américains s'approfondit dans le pays, les difficultés économiques grandissent et la lutte de classes est de plus en plus aiguë* ». (M. Thorez, « Communisme – ibid. page 35). En France, Thorez précise qu'une « Troisième force » (démocrates-chrétiens du MRP et parti socialiste) grandit. Qu'en pense le camarade Staline ? « *Selon toute vraisemblance en France, la consolidation et la polarisation des forces se poursuivra. Bien sûr, les communistes se renforceront mais les gaullistes aussi.* » Donc pas d'avenir, selon Staline, pour la « Troisième force ». « *Il faut choisir entre les partisans de la paix et les partisans de la guerre* ». (Staline, Ibid. - page 36). Le rôle de la social-démocratie Staline revient sur la question du social-démocratism : « *Les socialistes en France, comme le Parti travailliste, créent eux-mêmes des ailes gauches au sein de leur Parti. Les dirigeants les plus en vue de l'aile gauche (Guy Mollet en France -Ndlr) sont les agents des droitiers* ». La social-démocratie crée une aile gauche, précise Staline, afin d'éviter le ralliement de la base mécontente au communisme ... tout en dirigeant le parti d'une main de fer. (...). « *Les communistes de France et de Grande-Bretagne doivent attaquer les dirigeants socialistes de gauche et en appeler aux militants de base du parti socialiste* ». (...) Trotsky attaquait le Parti depuis la gauche, alors qu'il exigeait l'octroi de concessions (financières et économiques en URSS – Ndlr) aux Américains et aux Anglais. » La lutte pour l'indépendance du pays Thorez précise que le PCF a décidé d'organiser des Comités dans les villages, villes, usines pour l'indépendance de la France. Staline répond : « *Il est possible, sur cette base, de réunir tous les éléments qui luttent pour l'indépendance de l'industrie nationale* ». Thorez veut l'opinion de Staline sur les critiques du PC yougoslave et de Tito reprochant au PCF de ne pas avoir pris le pouvoir. Staline précise : « *Le tableau aurait été autre si l'Armée rouge avait été en France (...) Les communistes français ne pouvaient prendre le pouvoir ; quand bien même l'auraient-ils pris, ils l'auraient perdu, car les troupes anglo-américaines se trouvaient dans le pays.* » De cet entretien, il ressort que la tâche centrale des communistes est d'organiser un rassemblement pour l'indépendance, afin d'obtenir le retrait des troupes US, l'annulation des traités inégaux et de satisfaire les revendications populaires. Staline précise, au sujet du Front à construire : « *Il ne faut pas effrayer les sans-parti en voulant leur donner à tout prix une carte du Parti. Cependant le PCF, dans la lutte qu'il mène pour la mise en place d'un Front uni et quelles que soient les forces avec lesquelles il s'allie, doit sauvegarder son droit à la liberté de propagande... Les communistes ont épargné les socialistes ; pourtant ces derniers ne les épargnent pas.* » Staline demande : « *Où en sont les communistes au niveau de l'armement ?* » Thorez répond que « *deux camarades ont les pleins pouvoirs pour régler ce problème. Le PCF est parvenu à camoufler des entrepôts entiers d'armes et de munitions* ». Staline dit : « *Il faut disposer d'armements et d'une organisation pour ne pas se retrouver désarmés devant l'ennemi. Les communistes peuvent être attaqués et alors il faudra répondre. Des situations diverses peuvent apparaître. Nous avons des armes que nous pouvons fournir si nécessaire* ». (p. 45 ib.). Staline ensuite parle avec Thorez des cadres du PCF et insiste sur la promotion de femmes au Comité central. Thorez fait état des difficultés idéologiques du PCF : beaucoup de cadres intermédiaires ont été fusillés pendant la guerre et les jeunes « *ont grandi dans d'autres conditions du fait de la guerre.* » Staline : « *Il convient d'éduquer les membres du Parti* ».